



St Ours, le 20/09/2014

A l'attention de:
M. Gerster, coordonnateur ministériel
Mesdames et messieurs les membres de Comité Apicole

COMITE APICOLE – réunion du 29/09/2014
Thème: Pollinisation et ressources mellifères

1/ La pollinisation dirigée: thème prioritaire, mais pour qui?

Depuis quelques années le monde agricole s'inquiète d'un manque de pollinisation des cultures, notamment pour la production de semences intrinsèquement liée à la pollinisation entomophile. En effet, les populations de pollinisateurs sauvages sont en voie de disparition, il n'existe plus d'essaims sauvages d'abeilles dites "domestiques"(apis mellifera).

Seules subsistent les colonies d'abeilles élevées par les apiculteurs, non sans grandes difficultés. Mais malgré le travail acharné des apiculteurs, ces colonies ne suffisent plus à assurer une pollinisation suffisante de la flore, tant sauvage que cultivée: affaiblissement généralisé et mortalités récurrentes (manque de butineuses), populations inégalement réparties (de plus en plus de territoires à haut risque pour l'abeille), érosion importante des ressources...

Malgré tout, ces populations restent les seules à pouvoir être mobilisées et dirigées pour assurer l'indispensable service de pollinisation.

A défaut de s'interroger sur les raisons de la disparition des pollinisateurs, à défaut de s'engager en profondeur dans la restauration des équilibres écosystémiques, les pouvoirs publics et le monde agricole affichent une seule priorité: mobiliser les apiculteurs au service de l'agriculture en les incitant à pratiquer davantage la pollinisation dirigée, à "optimiser" ce service, sans pour autant bousculer les pratiques néfastes pour l'abeille.

Voilà bien le grand paradoxe : la demande en pollinisation dirigée (donc en abeilles) s'accroît parce que les pratiques agricoles détruisent tous les pollinisateurs et qu'il faut bien pallier le manque!

Parmi les pratiques néfastes, la 1ère d'entre elles est l'utilisation massive de pesticides. On peut aussi dénoncer la mise en culture de variétés (colza, tournesol...) ayant perdu de leur attractivité pour les abeilles. Moins visitées, la pollinisation de ces cultures est imparfaite, sans compter la perte de ressources (nectar et pollen) pour les abeilles, ce qui contribue à leur affaiblissement.

Si les productions apicoles continuent à s'effondrer, la prestation de pollinisation sera-t-elle la seule voie de survie économique pour l'apiculture?

Devra-t-on payer les apiculteurs pour qu'ils maintiennent coûte que coûte un cheptel juste suffisant pour assurer la pollinisation des cultures?

Sans doute est-ce vers cela qu'on veut nous emmener: quand de l'abeille on ne retient plus que son rôle d'agent pollinisateur des cultures, cela signifie que l'on assigne aux apiculteurs la seule fonction de producteur d'abeilles et de prestataire au service de l'agriculture.

Mais ce ne sera viable que pour de grosses exploitations, capables de "brasser" de l'abeille (renouvellement permanent); et avec concentration dans des zones où le service de pollinisation pourra être rémunéré. Elever des abeilles en l'absence de ressources significatives et diversifiées est très coûteux et cela augmenterait le coût de la prestation.

Et cette pratique serait tout sauf durable: cela équivaldrait à produire des abeilles "jetables". L'exemple le plus caricatural de cette pratique est la pollinisation des amandiers en Californie.

La question de fond n'est pas:

Comment mobiliser les apiculteurs et leurs abeilles afin "d'optimiser" le service de pollinisation dirigée?,

mais plutôt:

Comment réorienter l'agriculture afin que soient respectés tous les pollinisateurs et l'environnement dont ils dépendent?

Comment rétablir les équilibres écosystémiques et la diversité des ressources (sauvages et cultivées) indispensables au maintien et au développement des pollinisateurs?

Ce sont les seules questions qui vailent si l'on veut maintenir des systèmes alimentaires sains et durables.

Répondre à ces questions relève en premier lieu de la responsabilité du monde agricole et des décideurs en matière de politique agricole, tant française qu'europpenne.

2/ Les ressources mellifères

La question des ressources est primordiale pour la survie et le développement des abeilles (et de tous les pollinisateurs): la raréfaction de celles-ci entraîne la diminution des populations, ce qui induit en retour une nouvelle baisse de la biodiversité.

S'il est important d'augmenter les ressources pour les abeilles, il est surtout nécessaire d'en améliorer la qualité et la disponibilité: il est urgent de recouvrer des ressources saines, diversifiées, et disponibles toute la saison, sur tout le territoire.

Aussi nous ne pouvons pas nous contenter de mesures marginales dans le temps et l'espace (jachères ou prairies fleuries, bandes enherbées, CIPAN...); ces mesures bien que très porteuses en terme de communication et de bénéfices pour les distributeurs de semences ne représentent qu'un intérêt très limité pour l'apiculture.

C'est la totalité des pratiques agricoles et des systèmes de culture qui doit être mobilisée, par une approche globale des exploitations et des agro-systèmes :

Réduire au strict minimum la contamination du vivant (plantes, animaux, champignons...), des sols, de l'eau, de l'air par des produits chimiques et de synthèse. Favoriser des pratiques agricoles qui respectent les cycles et les équilibres naturelles des écosystèmes. Revenir à des pratiques fondamentales établies par la science agronomique, telles que la rotation et

Fédération Française des Apiculteurs Professionnels

contact / coordination: Alain David -

ffap-apipro@hotmail.fr

l'association de cultures, des systèmes de production mixtes et diversifiés (élevage, culture, ligneux, transformation,...).

Pour accompagner dans ce sens les exploitations, la mise en place et la généralisation dans toutes les régions d' une **“MAE système de culture économe en intrants”** serait un grand pas.

Ressources mellifères cultivées: exemples du colza et du tournesol.

Parmi les ressources cultivées disponibles sur tout le territoire, les cultures de colza et de tournesol sont reconnues comme très importantes pour l'abeille.

Mais depuis quelques années, les colonies tirent de moins en moins de bénéfices de ces cultures, quand elles ne leur sont pas néfastes (affaiblissement, mortalités..)

Les causes en sont connues: usage massif de traitements pesticides, création de variétés beaucoup moins attractives pour l'abeille.

A cela s'ajoute la forte augmentation des cultures de Variétés rendues Tolérantes aux Herbicides (VrTH) qu'en France on persiste à considérer comme issues de sélection variétale classique.

Or, la plupart de ces variétés sont obtenues par mutagénèse; au sens strict des termes, et selon la définition de la Communauté Européenne, ce sont des Organismes Génétiquement Modifiés. A ce titre, les variétés dites VrTH devraient être évaluées, et soumises à la même législation que les plantes transgéniques.

Aujourd'hui nous ne savons rien de l'évolution des ces variétés mutées, ni des risques potentiels qui pourraient peser sur l'environnement, et donc sur l'abeille, et sur la santé humaine.

Ce qui est certain: la mise en culture de ces variétés et l'utilisation de l'herbicide associé conduira à l'augmentation de l'usage de ces herbicides (apparition de résistances, dissémination par les pollens du caractère de tolérance à l'herbicide)

Les impacts en seront très négatifs sur les organismes non cibles comme les abeilles, sur la biodiversité, sur la qualité des sols et des eaux.

Bien loin des principes de l'agro-écologie, c'est encore la “solution” chimique qui est privilégiée, au détriment des pollinisateurs.

Augmenter les ressources mellifères passe en 1er lieu par l'amélioration de la qualité des ressources déjà disponibles sur tout le territoire: si entre autres cultures, celles de colza et de tournesol étaient conduites de manière à respecter les abeilles et leur environnement, l'état sanitaire et la vitalité de nos colonies y gagneraient grandement.

Nous rappelons que l'eau est une ressource très importante pour le développement des colonies: améliorer la qualité des eaux disponibles est indispensable.